

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
27 novembre au 3 décembre 1997

10,00 F

Politique sécuritaire dans les banlieues et l'éducation Halte à la société policière!

C E MERCREDI 19 NOVEMBRE, Jospin a présidé la première réunion du Conseil de sécurité intérieure (C.S.I.) qui se réunissait à Matignon. A cette occasion, le tout neuf conseil prenait la décision de... créer un autre conseil. Formidable! Ainsi est né le Conseil supérieur de la déontologie de la sécurité (C.S.D.S.), autorité administrative indépendante chargée de « veiller au respect des règles déontologiques des forces de sécurité » (police, gendarmerie, douane, polices municipales, entreprises de surveillance et de gardiennage, gardes champêtres et gardes-chasses). L'objectif de ce machin intitulé C.S.D.S. est de permettre à n'importe quel « citoyen » d'enclencher une procédure administrative à propos de tout abus qui pourrait être commis par un ou des représentants de la force dite publique.

une commission quelconque lorsqu'il a fait ou prépare un mauvais coup.

D'ailleurs l'indépendance de cette commission est « garantie » puisque ses cinq membres sont nommés par l'appareil étatique et judiciaire (chef de l'État, Parlement, Sénat, etc. qui sont, chacun le sait, autant d'institutions indépendantes... de notre volonté!). Exit toute association de défense des droits de l'Homme ou présence directe de « citoyens ».

Plus grave encore, et révélateur de l'approche qu'ont les démocrates de la notion de citoyen dont ils se gargarisent tant : il est prévu que le « citoyen » exprime ses récriminations auprès du député du coin qui lui sait être responsable et pourra, s'il le juge nécessaire, engager une procédure. Déjà on respire mieux du côté de la police, et cela contribue à la revalorisation de la profession de député de plus en plus discréditée.

missions dites « d'ordre public » dans le cadre de cette saloperie de plan Vigipirate, instituant une situation d'état d'urgence permanente.

Qui nous garantit qu'à un moment ou un autre ces militaires ne seront pas en situation d'être à l'origine de dérapages? Assurément nous ne pouvons qu'être sceptiques sur les réels pouvoirs de cette nouvelle commission à protéger les « citoyens ».

Contrôler la jeunesse et les classes dangereuses

Par contre nous pouvons aisément relier cette initiative étatique au climat politique développé depuis peu par la gauche plurielle vaillamment « drivée » par le Parti socialiste.

Le plus officiellement du monde, le P.S. affirme avoir « perdu ses complexes face aux problèmes de sécurité ».

Toutes les déclarations ministérielles stigmatisent les actes de révolte les plus significatifs et les plus révélateurs de la politique économique et sociale rétrograde que le gouvernement Jospin perpétue. Ce sont les quartiers, les banlieues, les cités, les écoles et les lycées qui sont dans la ligne de mire.

Normal, c'est là que survivent et se désespèrent ces dizaines de milliers de jeunes qui comprennent de plus en plus tôt que l'avenir qu'on leur phagocyte est une impasse.

Ce qui doit nous révolter, ce n'est pas tant les actes de violence dite irrationnelle commis au quotidien, ou la délinquance de plus en plus précoce (+ 40% de jeunes délinquants de moins de 14 ans de 1996 à 1997, alors que le nombre de délits global a baissé de 2,29%). Ce qui doit nous révolter, ce ne sont pas les émeutes qui régulièrement enflamment La Seyne-sur-Mer ou Lille ou n'importe quelle zone de parage territorial. Ce qui est inadmissible, c'est le développement de la misère sociale.

Les statistiques disent que 2 800 000 personnes vivent avec moins de 5 000 F par mois, c'est à dire qu'elles ont moins de revenus que les smicards, qui sont eux 2 200 000. Et ce ne sont que des chiffres officiels. La réalité sociale est bien pire et va en s'aggravant d'année en année.

Vers la dictature démocratique?

Sans vouloir faire injure au Parti socialiste, il est nécessaire de lui rappeler que tous les systèmes totalitaires ont en commun de vouloir contrôler en priorité la jeunesse parce que c'est de là que peut survenir en premier la contestation de l'ordre établi.

Six ministères et sept ministres (dont deux pour l'Éducation ●●● page 4

● Femmes : Bilan et
● conséquence de la manif
● du 15 novembre
● page 4

● Irak : une nouvelle
● guerre du Golfe ?
● page 6

● Kanaky : L'affaire des
● boat-people
● page 5

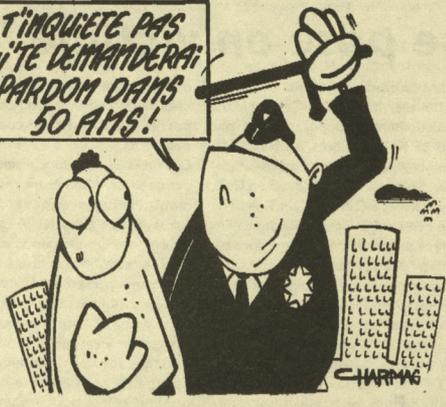
EDITORIAL

Il fut une époque où le syndicalisme avait pour but de mettre à bas la société capitaliste et donc le système du salariat... Mais c'était il y a bien longtemps. Puis vint pour lui le temps de défendre seulement l'existant... Mais hélas, même cette volonté semble aujourd'hui s'émousser. Il n'y a qu'à voir combien le « tous ensemble » contre le plan Juppé est retombé comme un soufflé, et comment les différentes directions syndicales laissent finalement les mains libres à Jospin pour appliquer cette étatisation de la Sécurité sociale à nos frais. Comme pour les politiciens, leur reste heureusement la foire aux élections. Vu la suppression de celles-ci aux caisses de la sécu, les prud'homales sont donc l'ultime os à ronger. Alors, pas question de lésiner sur l'investissement financier pour ce scrutin. Par contre, au niveau idéologique, cela vole bas : sigles fluos, affiches aux slogans dignes d'une marque de lessive ou d'ordinateurs couvrent les murs des villes depuis un mois. Bref, puisque spectacle il y a, autant en être la star. Blondel a décidé que ce serait lui. Utilisant de façon répétée des propos sexistes et homophobes, F.O. sera donc le syndicat « des mecs qui en ont », faute d'offrir d'autres perspectives. Si l'on rajoute les propos tenus par son ami Roger Poletti sur Canal+, déclarant que « tout bon communiste est un communiste mort », on voit vite que cette démagogie, ce populisme, cette vulgarité engraisent un peu plus le terrain du F.N. Blondel entraîne lourdement son « indépendance syndicale » sur des eaux dangereuses... pour sauver sa barque.

En tout cas, il est clair qu'au vu du résultat du conflit des routiers, aussi bien qu'au travers des enjeux des prud'homales, les militants syndicaux de base n'ont plus rien à attendre des manœuvres des bureaucrates. Basta la cogestion de la C.F.D.T., basta les discours écoeurants et fausement radicaux de F.O., basta le silence radio de la C.G.T. soucieuse d'aider les camarades-ministres. Les salariés ont plus que jamais besoin de déclencher un mouvement social en se donnant les moyens de contrôler leur lutte. Cela par des liens et des réseaux nécessaires entre grévistes, par-dessus les appareils syndicaux concurrents. Les anarchistes sont partie prenante de cette perspective.

VIOLENCE DANS LES CITÉS

T'INQUIÈTE PAS
V'ÊTE DEMANDERAI
PARDON DANS
50 ANS!



Nos joyeux républicains se félicitent de cette avancée significative de la démocratie puisque qu'aparavant le « citoyen » n'avait aucune structure institutionnelle pour l'appuyer dans ces requêtes.

Et il est vrai que les nombreux abus commis par la flicaille (du contrôle d'identité à la bavure meurtrière) trouvent rarement une issue puisque se sont des flics qui contrôlent d'autres flics. Mais foi de socialo, ça va changer.

Sauf que l'expérience nous a appris qu'en règle générale le pouvoir invente

Pour la gauche plurielle le « citoyen » est citoyen... mais jusqu'à un certain point... pour les choses sérieuses, il lui faut un tuteur. Impressionnant aussi le fait que l'institution pénitentiaire échappe au contrôle de la C.S.D.S. La Garde des Sceaux, Élisabeth Guigou, l'a exigé, sous le fallacieux prétexte que le fonctionnement des prisons est déjà sous le contrôle du ministère de la Justice et qu'il n'est pas recevable de pouvoir remettre en cause la Justice! Élémentaire non, la Justice est forcément juste...

Étrange aussi l'absence de l'institution militaire des possibilités de contrôle attribuées à la C.S.D.S.

Et pourtant chacun peut voir les militaires tout de treillis de combat vêtus, déambuler l'arme en bandoulière dans les rues, les métros, les gares, etc. Ils participent officiellement à des

ISSN 0026-9433 - N° 1102

M 2137 - 1102 - 10,00 F



FOP 2520

Marchais est mort. Et le stalinisme ?

EST-CE ICI LE LIEU POUR LA nécrologie d'un ennemi ? Alors qu'une des expressions à la mode est le « devoir de mémoire », largement ressassé par des individus qui pensent surtout au devoir de voter pour les élire, il importe de signifier que la mémoire peu aussi inciter à ne pas voter. Sans chercher l'exhaustivité, nous dirons simplement que nous ne regretterons pas que sa bêtise crasse ait fait fuir plus de la moitié de son électoral durant la période où il fut secrétaire général ; c'est le problème du P.C.F. d'aujourd'hui, pas le nôtre. On regrettera pourtant que beaucoup de ces électeurs votent maintenant pour le FN. Dans cinquante ans, ce qui restera du P.C.F. se repentira... On ne regrettera pas la mainmise du bureau politique sur les décisions d'une certaine confédération syndi-

cale... Mais cela a-t-il vraiment changé depuis ? Officiellement, oui, bien sûr, mais c'est déjà ce que disait Marchais... Combien de travailleurs écœurés du syndicalisme ?

On ne regrettera pas sa langue de bois, car seuls les amateurs du genre resteront inconsolables : leur grand maître est mort.

On ne regrettera pas les soirées où il jappait à la télévision à en faire péter l'audimat : c'était honteux de sottise.

Les militants communistes, eux-mêmes, ne le regretteront pas, ceux de sa génération en tous cas, car beaucoup ont été résistants tandis que lui fut volontaire pour le travail obligatoire en Allemagne. Sa défense lors de cette accusation fut d'ailleurs un de ses plus grands chefs-d'œuvre de langue de bois.

Il était aussi bien capable de déclarer avoir « pris toute la mesure du rap-

port Khrouchtchev » que de gratifier l'U.R.S.S. et les pays de l'Est d'un « bilan globalement positif » : ce n'était pas de la dialectique, mais un ordre de Moscou.

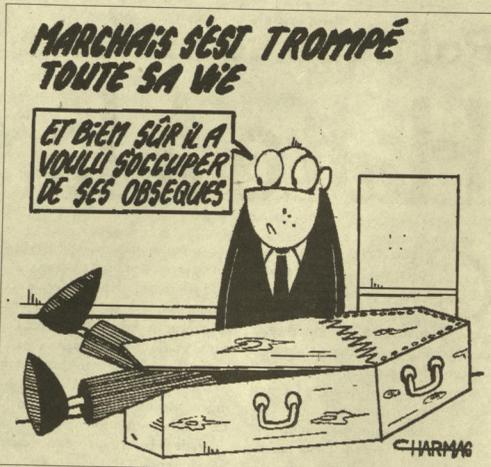
En 1980, alors que l'invasion de l'Afghanistan fait grand bruit en Europe, après avoir complètement épuisé les recours à la langue de bois, il se rend à Moscou pour savoir enfin quoi dire au journalistes... Il déclare alors : « Je pose la question : pour quelle raison l'Afghanistan et l'Union soviétique n'auraient-ils pas le droit de conclure des alliances défensives ? » Ajoutant alors qu'un traité de 1978 « prévoit qu'à la demande de l'une des deux parties, l'autre peut lui accorder une aide militaire pour assurer son indépendance, la défense de son territoire. » Chef-d'œuvre.

Encore un ? Dans la même interview, s'en prenant aux journalistes :

« J'étais à Cuba la semaine dernière. J'ai vu Cuba. Il ne s'y trouve pas un soldat de plus qu'en 1962, lorsqu'ont été conclus les accords entre Krouchtchev et Kennedy. Vous portez donc la responsabilité ter-

rible devant l'humanité d'avoir mené une campagne mensongère. » Son « j'ai vu Cuba » signifiait qu'il avait compté les soldats. Restait plus qu'à le croire... Salut connard !

Le Furet



Une sombre histoire

(Tentative pour clarifier un débat obscur à propos d'un livre noir)

S I LA SHOAH est une singularité absolue et indépassable, c'est parce qu'elle est la destruction voulue et programmée d'un peuple (aussi bien dans son acception ethnique que culturelle et historique), et non à cause du nombre de morts ou de la méthode employée - ampleur et méthode que le génie humain se montrera toujours capable de renouveler ad nauseum -, et si le communisme bolchevique et le nazisme peuvent « quelque part » être rassemblés, ce n'est certainement pas, comme beaucoup se complaisent aujourd'hui à (se) le faire croire, en jouant d'une ignoble comptabilité mortifère qui amalgame dans le meurtre de masse ce qui ne relève ni d'un projet politique semblable, ni d'une volonté préalable comparable, ni d'un monde fantasme commun. Ce « quelque part », c'est ce qu'Anna Arendt (1) définissait dès 1950 : le projet idéologique voulu, non comme proposition de gestion de la société, mais comme accomplissement de l'Histoire : la « volonté de domination totale », le « projet totalitaire ». C'est cela qui les rassemble, et cela seul !

Mais si communisme bolchevique et nazisme convergent dans ce projet totalitaire et dans son unique application concrète, le crime de masse, ils divergent profondément, radicalement (étymologie : jusqu'à la racine) par la conception de soi et de l'autre au regard de l'histoire : d'un côté une race des seigneurs qui ne peut réaliser son devenir historique que dans la destruction - ou la mise en esclavage - systématique de tous ceux qui n'en sont pas ; de l'autre côté une volonté de voir l'Histoire se réaliser par l'adhésion de tous au projet, ne reculant devant aucun moyen pour « obtenir » cette adhésion.

Il n'y a plus que les anarchistes (il n'y a d'ailleurs toujours eu qu'eux !) pour se souvenir que tout pouvoir, quel qu'il soit, est libéricide et qu'il peut l'être jusqu'à l'horreur ; pour comprendre aussi que ces horreurs se différencieront toujours et autant que les idéologies qui les justifient.

C'est pour avoir ignoré cette critique radicale (étymologie) du pouvoir que Stéphane Courtois, animateur de l'équipe d'historiens auteurs du *Livre noir du Communisme* (2), (qui continue

de se revendiquer malgré tout maoïste !), dérive dangereusement, malgré l'éplanchantement subtile invention du « génocide de classe », vers des rivages nauasabonds où pataugent et parfois s'enlisent des historiens, des pseudo-historiens et pas mal d'ex, néo, para, péri et ultra-léninistes.

Oui, le communisme bolchevique et le nazisme sont bel et bien une même immonde saloperie : le pouvoir - et le pouvoir absolu - ; et oui, il y a toujours un tas de pouvoirs différents produisant

différemment des immondes différents. N'en déplaisent aux esprits rachitiques épris de simplifications étriées qui voudraient nous enfermer dans un dilemme étroit : être révisionniste ou choisir entre rouge ou brun...

Jean - groupe Maurice Joyeux (Paris)

(1) Philosophe allemande, juive, née en 1906, militante active contre l'antisémitisme, exilée en France (1933), internée par l'administration pétainiste (1940), réfugiée

aux États-Unis (1941), elle réalise son étude sur le totalitarisme de 1945 à 1951, puis la complète jusque dans les années 70 à la lumière des différents événements survenus dans les pays de l'est. Elle meurt en 1975.

Pour les traductions françaises : *Eichmann à Jérusalem*, 1966 ; *Le système totalitaire*, 1972 ; *Sur l'antisémitisme*, 1973 ; *Compréhension et politique*, 1980 ; *L'impérialisme*, 1982.

(2) *Le Livre noir du Communisme. Crimes, terreur, répression*, Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Paczkowski, Karel Bartossek, Jean-Louis Margolin ; Robert Laffont, 830 p. 1997.

MANTES-LA-JOLIE

Le Pen se pose en victime

JUDI 20 NOVEMBRE avait lieu la première partie du procès (c'est-à-dire la parution à comparaître) opposant Le Pen et ses molosses du D.P.S. (Département, protection, sécurité) aux militants antifascistes impliqués ou témoins des événements survenus à Mantes-la-Jolie le 30 mai dernier. Rappelons succinctement les faits : entre les deux tours des législatives 1997, Le Pen vient soutenir sa fille Marie-Caroline qui courtise le siège de députée de la 8e circonscription des Yvelines. Dans la foulée de son fervent soutien à sa progéniture, il prend à partie la candidate socialiste Annette Peulvast, à coups de poing (voir *Monde libertaire* n° 1100).

Tous les protagonistes étaient donc cités à comparaître ce 20 novembre au palais de justice de Versailles, gardé pour l'occasion par une nuée de C.R.S. et de gendarmes mobiles, par crainte d'une confrontation assez explosive. Mais le Front national a préféré déclarer forfait en don-

nant la consigne de ne « surtout pas » aller manifester. Ce sont donc uniquement les opposants au Front qui se sont mobilisés, à environ 500 personnes, venant de l'horizon habituel en pareil cas : P.C.F., P.S., S.U.D., Ras l'front, S.C.A.L.P., C.N.T.-A.I.T... Le Pen a été propulsé politiquement grâce au jeu démocratique, sera-t-il mis à l'écart par la voie judiciaire ? Les enjeux de ce procès sont assez importants pour l'avenir politique de Le Pen, et par extension du Front. En effet, il est poursuivi pour coups et blessures, ayant entraîné une I.T.T. (Interruption de temps de travail) de huit jours, sur la personne de la maire P.S. de Mantes, qui a été élue députée au second tour de ces législatives. S'agissant d'un flagrant délit, il n'est pas couvert par son immunité parlementaire due à son mandat européen. Bref, s'il est condamné, il risque l'inéligibilité pour cinq ans... Ce qui lui fait donc fatalement manquer plusieurs échéances électorales importantes : les municipales à Nice où il pense se présenter face à ce « renégat » de Peyrat, et surtout les présidentielles de 2002. Même en répétant les combines de son dauphin vitrollais et en présentant sa femme à sa place, sa position de leader incontesté du Front risque d'en prendre un coup dans l'aile.

Pour parer à cette menace sur son

plan de carrière, la stratégie de défense de Le Pen a donc consisté à porter plainte lui aussi contre ses opposants.

Devant la justice, deux plaintes réciproques se minimisent mutuellement, les juges ayant tendance à renvoyer dos à dos les plaignants. Il a donc cité un certain nombre de personnes, dont les noms figurent bizarrement tous sur la main courante du commissariat de Mantes à cette date, y compris une personne totalement étrangère à la manifestation, qui accompagnait un parent ! Étonnant, non, comme certains documents internes de la police circulent...

Les sept accusés, dont deux militants de la C.N.T. et un animateur de *Radio libertaire*, sont donc poursuivis pour « menaces de mort » ; ils auraient en effet clamé « Le Pen, une balle, le FN, une rafale », et autres slogans belliqueux à l'encontre de nos pacifiques frontistes. Et, bien évidemment, il y a des témoins : le D.P.S. est là pour ça...

Résultat (provisoire) des courses : le procès réellement dit aura lieu les 19 et 20 février, cette fois-ci dans la grande salle du Palais de Justice de Versailles, à 14 heures. Inutile de vous dire qu'il faudra y être nombreux également.

Anne & Guillaume, groupe Louise Michel (Paris)

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

GRENOBLE

Tout vélo ou transport gratuit pour tous ?

LE JEUDI 13 NOVEMBRE Grenoble a vu déambuler dans ses rues et ses boulevards de bruyants et joyeux lurons. En effet, une manifestation à vélo était organisée par Chiche 38! (1), se définissant comme étant des jeunes écologistes, « alternatifs et solidaires ». Et les cyclistes forcenés que nous sommes ne pouvaient pas résister à la tentation.

Le « tout-voiture » ou « totalitarisme-vélo » ?

Le mot d'ordre général était la volonté de laisser la place aux circulations alternatives (type bus, tram, vélo, roller, pieds, etc.). Mais ceci se résumait concrètement par le remplacement du « tout-voiture » par le « totalitarisme-vélo », en faisant rimer écologie et économie avec preuves scientifiques à l'appui.

Certes des revendications-slogans plutôt limités (du type « coupez vos moteurs, respirez le bonheur » ou « la voiture ça pue, ça tue et ça rend con ») reflètent des constats accablants pour la voiture: nuisance sonore, pollution de l'air et de l'eau, coût financier, risques d'accidents etc.

Pendant la croissance de l'utilisation urbaine de la voiture répond à la mutation fonctionnelle de la cité: il est

impératif d'acquiescer une mobilité et une rapidité de déplacement afin de faire « tout plus vite ».

Et c'est certainement la spécificité grenobloise qui suscite tant d'engouement pour la bicyclette. En effet, c'est une des villes françaises les mieux dotées en pistes cyclables, même si ce cadre peut être amélioré (entretien des pistes existantes, création de nouvelles, plus de parkings à vélo, pose des petites bornes pour empêcher les voitures d'y stationner, etc.), et il suffit de les fréquenter pour voir qu'ici toutes les palettes sociales y sont représentées, de l'ouvrier en bleu qui part à l'usine au cadre d'entreprise en complet-veston.

Une telle manifestation en vélo nous concernait en tant qu'« adeptes », car il faut bien dire que ce mode de circulation correspond à une certaine façon de vivre pas plus stupide qu'une autre: moins polluant, moins encombrant (avec lui, finis les bouchons!), et créant aussi des sociabilités différentes, les gens sont très aimables à vélo.

Mais là où le bât blesse, c'est que, même si « la bicyclette améliore les hommes, et l'on vivra bientôt jusqu'à cent ans » (A. Bruant in *Le vélo au temps des belles moustaches*), quand il pleut ou quand il fait froid, quand on n'est pas en forme, quand on est handicapé, ou vieux, ou qu'on n'aime pas les efforts

physiques, ou pour transporter des objets lourds, etc., là le vélo trouve lui aussi ses limites.

Une solution: la gratuité des transports en commun

Il est évident que se déplacer est une nécessité et que la pollution engendrée par un bus ou un tram est bien inférieure à celle des voitures si l'on prend en compte le nombre de personnes qu'un bus ou un tram peuvent transporter.

Mais c'est bien joli de prôner les modes de circulation alternatifs, seulement vouloir résoudre le problème de la pollution sans résoudre celui du prix des transports ne résout rien. C'était donc pour nous l'occasion de recadrer les discussions en donnant nos positions anarchistes sur les transports en communs gratuits pour tous.

Même si les transports en commun de l'agglomération grenobloise (T.A.G.) ne sont pas les plus chers de France, se déplacer ainsi coûte quand même assez cher, et la fraude est assez risquée. D'ailleurs, il est de plus en plus fréquent de voir la police escorter les contrôleurs: ainsi à Grenoble, depuis l'agression d'un chauffeur, 50 flics assermentés ont été rajoutés pour effectuer les contrôles, car il est plus facile de céder à la parano

secritaire que de s'interroger sur les causes véritables de ces actes. Rappelons au passage que ce sont en partie les contrôles dans les transports en commun qui ont permis, et permettent encore, de repérer les clandestins et les étrangers mis en situation irrégulière.

Lusager est donc soit obligé d'acheter son billet pour voyager tranquillement (il est ainsi racketté), soit il est en situation d'insécurité (il est contrôlé, fliqué et réprimé le cas échéant).

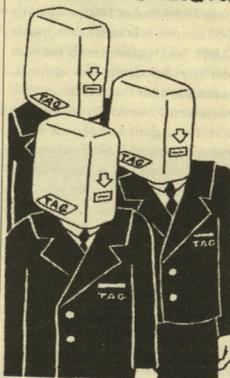
Il y aurait bien une solution pour stopper les agressions, pour encourager les gens à délaissier leur bagnole et lui préférer le vélo ou les transports en commun.

Cette solution, c'est la gratuité des transports en commun, qui rétablirait une bonne fois pour toutes le droit à chacun de se déplacer, quel que soit son niveau de vie. Cette solution rendrait aussi nos villes plus saines, plus calmes, plus vivables.

Séverine. — groupe Jules Vallès (Grenoble)

(1) Ce mouvement politique de jeunes est issu des quatre partis écologistes et de la « gauche alternative » (Verts, Alternative rouge et verte, C.A.P., Écologie citoyenne). Même s'ils ont leur parti de référence, la plupart de leurs adhérents ne s'y reconnaissent pas. Notons que Chiche! n'a pas vocation à se présenter aux élections.

CONTROLLER C'EST VOYAGER...



... SUR LE DOS DES AUTRES!

SANTÉ

Les étudiants infirmiers s'organisent

À la rentrée 1997, les étudiants infirmiers étaient informés de « réajustements budgétaires » et de la perspective d'une « meilleure adéquation régionale entre les besoins en personnel et les places offertes en formation ». En clair, cela se traduit concrètement par l'augmentation des frais de scolarité et la diminution des quotas de recrutement (certains écoles ont doublé cette année les frais de scolarité: de 2500 F à plus de 5000 F).

Pour réagir, les étudiants et les professionnels infirmiers de Lyon ont créé leur collectif et, le mercredi 19 novembre, ils se sont retrouvés à 400 devant les locaux de la D.R.A.S.S. de Lyon. Bien entendu, les déclarations de ce collectif ne sont pas franchement libertaires (elles déplorent par exemple le « désengagement de l'État » dans la subvention accordée aux instituts de formation), mais il n'en est pas moins fort intéressant car il dénonce notamment le surcroît d'inégalités que génèrent ces restrictions. Citons leur communiqué: « (...) En réduisant de moitié leur participation aux frais d'études, les pouvoirs publics mettent en péril, non seulement la qualité de la formation des étudiants, mais surtout l'avenir même des structures de l'enseignement en soins infirmiers (...) On peut penser que l'accès aux études sera réservé aux seuls jeunes disposant des moyens financiers nécessaires, consacrant de fait un recrutement élitiste ». Rajoutons que la diminution des quotas de recrutement vise une baisse de 44 % des effectifs d'étudiants pour l'an 2000 (c'est-à-dire demain!).

Quand on connaît les dernières déclarations de Kouchner (secrétaire d'État à la santé) relatant que « nous manquons et allons manquer cruellement de personnel qualifié... Médecins, Infirmiers... », on ne peut que remarquer à nouveau l'hypocrisie de notre chère « gauche », gérant la santé en bon capital.

Les étudiants infirmiers se battent donc pour la gratuité des études et pour l'abandon des quotas d'entrées aux écoles. Et ce mouvement pourrait certainement prendre une ampleur nationale dans les semaines qui suivent... et peut-être en liaison avec d'autres luttes des personnels de la santé.

Manu. — groupe Déjacque (Lyon)

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire; le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

LYON

Emplois jeunes « aides-éducateurs » L'État maquignon dans toute sa splendeur

L'ACADÉMIE DE LYON EST DONC PILOTE pour ce qui est de la création des 40 000 emplois-jeunes « aides-éducateurs » en 1997. Le département du Rhône se voit doté de 680 emplois-jeunes pour les écoles en cette rentrée scolaire. Les lignes suivantes relatent à travers l'expérience d'un arrondissement la mise en place concrète de cette nouvelle précarisation de la jeunesse.

Premier round : l'alibi démocratique

L'inspecteur de circonscription demande à chaque école qu'au cours d'un conseil de maîtres, un point de vue soit donné sur la création de ces emplois. Il rappelle que seules les écoles qui monteront un projet pédagogique auront la « chance » de bénéficier d'un emploi-jeune (merci pour la carotte!).

Sur le quartier concerné, trois écoles sur les quatre refusent un emploi-jeune expliquant ne pas vouloir être complices de cette opération démagogique renforçant la précarité. Dix jours s'écoulent.

Deuxième round : la mise au pas

L'inspecteur par voie hiérarchique informe les directeurs des quatre écoles que trois emplois-jeunes sont nommés sur celles-ci, et qu'ils tourneront chaque semaine.

Troisième round : l'autogestion de la précarisation

Une semaine plus tard, le même inspecteur informe que les quatre écoles auront le vendredi après-midi suivant libéré pour que directeurs et instituteurs se retrouvent afin d'établir l'emploi du temps de ces trois jeunes

aides-éducateurs. À noter qu'un seul est là, les deux autres devant arriver en décembre.

La réunion s'est donc tenue. Casse-tête incroyable, puisqu'il faut donner à chacun 39 heures de boulot réparties en quatre lieux. Tels du bétail, les aides-éducateurs sont grillagés cet après-midi là. Suprême gentillesse, quand ils travaillent 9 heures de suite, ils ont droit à une heure de pause pour manger!

Voilà à quoi on sont réduits les enseignants : gérer l'exploitation et la misère sociale. Ils pouvaient refuser; penseront certains, mais faut-il rappeler que les syndicats F.S.U., F.E.N., S.G.E.N.-C.F.D.T., C.G.T. ont tous donné leur aval à cette opération. Résister au couple administration-syndicats ne peut se faire d'un coup. La seule résistance possible est apparue dans le fait de poser des horaires tout en laissant aux jeunes aides-éducateurs la possibilité de ne pas les respecter totalement à la lettre. Maigre solution qui combait le sentiment d'écoeurement, de malaise, d'être pris en otage, partagé par beaucoup d'instituteurs.

Dernier round :

Les craintes émises par les enseignants sur les dérapages possibles de cette opération se confirment. Dans une école maternelle de ce quartier, alors que le besoin d'une garderie du matin se fait sentir, la municipalité de Lyon refuse d'embaucher du personnel. La jeune aide-éducatrice fera donc ce travail.

Autre exemple à Marseille où les « femmes relais » de l'association Schebba ont été remerciées par l'Éducation nationale, les aides-éducateurs se chargeant de leur travail de médiation (Le Monde du 22/11/1997).

Jaime
Groupe Kronstadt (Lyon)

abonnez-vous! abonnez-

Égalité économique et sociale pour toutes et tous!

SAMEDI 15 NOVEMBRE à Paris, une manifestation avec comme mot d'ordre « De vrais emplois pour toutes et tous, du temps pour vivre » s'est déroulée à l'appel du Collectif national des droits des femmes. Cette manifestation nationale est loin d'être un succès comme celle du 25 novembre 1995, où plus de 40 000 femmes et hommes, à l'appel de la C.A.D.A.C., étaient dans la rue pour la défense des droits des femmes, notamment pour la contraception et l'avortement, contre la dégradation de l'ordre moral, dans une période où les commandos anti-V.G. fleurissaient. Elle a rassemblé 5 000 personnes, dont une grande majorité de femmes. Les cortèges les plus conséquents et les plus animés furent ceux des associations féministes, notamment celui du collectif Droit des femmes et celui des Femmes solidaires, proche du P.C.F. Les cortèges des organisations politiques et syndicales semblaient pour la plupart exsangues. En résumé, ce fut un cortège essentiellement militant!

À la lecture de la presse du lendemain, un certain flou est entretenu sur les réalités de cette manifestation. Les tenants du collectif national avancent un ensemble d'arguments : c'est la première manifestation depuis le sommet social du 10 octobre, les syndicats mixtes n'ont pas mobilisé, les antifascistes étaient peu ou pas présents.

Une manifestation clairsemée

Une manifestation maigrelette alors que la situation des femmes sur le terrain de l'emploi est particulièrement difficile. Elles sont davantage au chômage, précarisées et ont des emplois à temps partiel imposé, sans oublier les violences. Les conditions du marché de

l'emploi se sont durcies, « un processus de paupérisation, c'est-à-dire des gens qui ne sont ni chômeurs, ni exclus, ni assistés, mais qui travaillent sans parvenir à gagner leur vie » (1). Un salariat à double vitesse se met en place et les femmes en sont des victimes choisies. Pour les salariées, c'est la conjonction de la précarisation et des pressions pour les faire rentrer au foyer!

Alors pourquoi une manifestation aussi maigrelette? Il faut se pencher sur les positions des organisations: le collectif national est un collectif unitaire de 160 organisations qui a préparé au printemps les Assises des droits des femmes. Depuis l'arrivée du gouvernement Jospin, une des préoccupations du collectif a été d'obtenir une interlocutrice au gouvernement. Ce dernier a répondu avec la création d'un poste de déléguée interministérielle aux droits des femmes (*Journal officiel* du 15 novembre). Nouvelle interrogation du collectif, la déléguée aura-t-elle les moyens de son action? En tout cas, ce n'est pas une ministre, ni l'ouverture des carrières militaires, ni les postes de cadres supérieurs qui changeront la réalité pour les millions de femmes qui travaillent et qui subissent le patriarcat décliné par le libéralisme (2).

Une lutte anticapitaliste et antipatriarcale!

L'objectif n'est pas de tirer à boulets rouges (et noirs) sur le seul collectif, il s'inscrit dans la foulée des organisations syndicales et politiques. Dans le tract national d'appel toute une série de mots d'ordre contre la flexibilité, l'annualisation, pour des emplois C.D.I., pour la R.T.T. à 35 heures sans perte de salaire... Oui, mais dans la perspective d'une loi-cadre, certains slogans paraissent d'eux-mêmes soutenir le gouver-

nement face au patronat dans la logique du 10 octobre. La gauche plurielle, appuyée par les partenaires sociaux, veut nous imposer le partage de la misère, pour lutter contre le chômage il faut partager le travail, 35 heures pour l'an 2000 mais en modérant les revendications salariales. Mais pour les femmes, les premières précarisées qui travaillent à temps partiel imposé, le partage c'est déjà la réalité! Leur combat, c'est la rupture avec le capitalisme, la réduction du temps de travail uniforme avec augmentation des salaires. Pour nous anarchistes

ces revendications doivent s'inscrire dans la critique du salariat. Il faut également impulser des luttes en prenant en compte les spécificités de la position sociale des femmes, l'exploitation capitaliste doublée de l'oppression patriarcale. Quant à la question de la double journée, qui reste la réalité pour une grande majorité des femmes, il est nécessaire de dépasser la revendication du seul partage des tâches domestiques. Celles-ci doivent être abordées par leur utilité sociale, sinon c'est replacer à nouveau les femmes dans le cadre familial patriarcal

capitaliste. Le combat des femmes, c'est la rupture avec le capitalisme appuyée sur la lutte antipatriarcale, qui se place dans un nouveau mouvement social révolutionnaire dans lequel, femmes et hommes, nous avons tout à gagner!

Danielle. - groupe Kronstadt

(1) Margaret Maruani, *L'emploi féminin à l'ombre du chômage*, in *Problèmes économiques*, 22 octobre 1997, La Documentation française.

(2) Voir La déclaration des femmes anarchistes, Internationale des Fédérations anarchistes, *Monde libertaire* n°1100.

Une déléguée interministérielle aux droits des femmes... et pourquoi pas à la révolution!

La création d'un poste de déléguée interministérielle aux droits des femmes, la nomination de Geneviève Fraisse et les déclarations de Maya Surduts, responsable du collectif et de Krivine laisseraient penser que la création de ce poste est une avancée...

Lors des Assises nationales pour les droits des femmes (15 et 16 mars 1997), la réclamation de la parité, mise en avant par les déléguées du P.S., avait été dénoncée comme la tactique propre à un parti à l'époque en mal de voix. Par ailleurs, les bases d'appel à la manifestation du 15 novembre constituaient un premier pas dans la réappropriation par le mouvement social de la revendication de la réduction du temps de travail.

Le gouvernement gauche « plurielle », fidèle gérant des intérêts du patronat, ne peut que craindre les dénonciations des réelles motivations de l'adoption des 35 heures : perte de salaire, annualisation du temps de travail... Pour occulter les revendications, exprimées à l'occasion du 15 novembre, il sort de son chapeau ce poste de déléguée.

Hommes, femmes : même classe, même combat!

Les victimes de cet artifice ne sont que des dupes volontaires, qui cherchent à nous anesthésier avec

l'argument du « moindre mal » et à présenter l'État comme un interlocuteur possible!

La société capitaliste, basée sur l'exploitation, a besoin de tracer des lignes de démarcations illusoire au sein de la classe dominée. Ainsi, au même titre que les immigrés ont une fonction de boucs émissaires, le statut infériorisé de la femme sert de soupape de sécurité et de fondement à l'ordre moral. La lutte antisexististe ne doit en aucun cas être le prétexte à la propagation d'une vision de la société divisée entre classe d'homme et classe de femmes; vision qui ne peut que servir la bourgeoisie! À ce titre, il est révélateur que l'écart entre les carrières menées par les hommes et celles menées par les femmes s'amoindrissent avec l'augmentation du niveau d'études (1).

Il ne peut qu'être bénéfique que la lutte antisexististe soit un lieu où émergent des revendications concernant l'ensemble des exploités. En effet, nous savons pertinemment que l'égalité ne sera jamais obtenue en aménageant un système dont l'inégalité économique et sociale est la pierre angulaire. L'aboutissement de revendications concernant l'égalité homme/femme ne doit ainsi pas être une fin en soi!

Malyla. - groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

(1) Cf article du *Monde* du 16 et 17 nov. sur l'inégalité homme/femme dans le monde du travail.

Manifeste pour la création de parloirs libres ou Appel pour le droit à la sexualité, dans la dignité

1 « Au plus profond de son être, en ce point charnière où pulsions physiologiques et épanouissement affectif se nourrissent mutuellement, le prisonnier est atteint. Déstabilisé à la fois dans son organisme et dans son psychisme, il perd sa définition de lui-même et se sent banni aussi bien de l'univers des hommes que de celui des femmes. » (Albert Jacquard dans « Un monde sans prisons ? ») La prison mutilé l'intégrité et affecte l'identité personnelle du détenu. Comment dans ces conditions envisager avec sérieux les chances de réinsertion?

2 « Taux de récidive chez les « longues peines » pour les célibataires et les divorcés : 39 et 38 % contre 24 % pour ceux qui sont mariés. On voit combien le lien matrimonial est important à sauvegarder. » (tiré du rapport de la commission Cartier sur la récidive). La possibilité d'avoir des enfants, et d'avoir un minimum d'intimité lors des rencontres entre le détenu et sa compagne ou épouse, sont des facteurs favorisant le maintien des liens familiaux. Il est à souligner, par ailleurs, que la situation actuelle en

matière de sexualité pénalise lourdement les compagnes ou épouses de détenus (privation de grossesse, d'affection) ce qui, de fait, est une exigence représente une condamnation déguisée.

3 Les préservatifs sont aujourd'hui à la disposition des détenus, distribués par le service médical. Façon pour la Pénitencière de reconnaître l'existence de l'homosexualité, et d'assurer la prévention face au VIH. Homosexualité acceptée, mais hétérosexualité refusée, et durement réprimée lorsqu'un rapport furtif est constaté par le regard impudique du surveillant (retrait du permis de visite, retard...). L'égalité de traitement face à la sexualité, pour tous les détenus, est une exigence, cette discrimination doit cesser.

4 Il est à remarquer que la majeure partie des pays européens ont accordé le droit à la sexualité aux détenus (e) s (Espagne, Europe du nord, etc.). Des pays qui, eux, ne sont jamais revendiqués « Patrie des droits de l'homme ». L'harmonisation en la matière ne

serait que pure logique à l'heure où l'Europe se construit.

Mais, une minorité de blocage dans le personnel surveillant semble s'opposer à la mise en place de « parloirs libres ». Prétendant qu'ils « refusent d'être des voyeurs ». Cette même minorité qui, il y a de cela quelques années refusait l'idée que les détenus aient la télé en prison (louée) avançant le fait que les détenus pourraient en profiter pour tenter d'électrocuter le personnel surveillant. Idem, lorsque les détenus ont quitté leur tenue pénale, le danger dénoncé était celui de voir les détenus s'évader sous couvert du port de vêtements civils. Ou encore, ce refus d'abolir les parloirs hygiéniques, prétendant qu'armes et drogues entreraient massivement en détention. Mais le bon sens, là comme ailleurs, a fini par l'emporter. Les faux semblants doivent cesser, tout comme les non-arguments avancés pour que perdure cette monstruosité que représente la « castration » imposée aux détenus de France. Le vide juridique concernant la sexualité en prison doit être comblé sans délai, la dignité de

dizaines de milliers d'hommes et de femmes en dépends, mais aussi l'honneur d'un pays. Pays dans lequel on refuse encore en cette fin de vingtième siècle, à des humains incarcérés ce qui est, par ailleurs, accepté aux animaux des zoos : la sexualité.

Les détenus des Maisons centrales de France prient les autorités politiques et administratives françaises de prendre des dispositions pour

que soient installés des « parloirs libres », ceci, conformément au respect du droit pour le détenu à la dignité, à son intégrité physique et psychique, et au maintien des liens familiaux.

Ce manifeste pour la création de parloirs libres est une initiative des détenus « longues peines » de la Maison centrale de Moulins-Yzeure. Manifeste auquel la majeure partie des détenus ont adhéré à titre individuel.



Kanaky : haro sur les boat people chinois

LES EXEMPLES HISTORIQUES ne manquent pas pour démontrer l'incapacité des luttes de libération nationale à engager une dynamique réellement émancipatrice. Dernière illustration en date, le positionnement révoltant des indépendantistes kanaks sur l'affaire des boat people chinois mérite d'être relevée.

Le 4 novembre, 39 ressortissants de Chine populaire ont débarqué en Kanaky, à bout de vivres et d'eau, épuisés par 54 jours de mer. A bord du même type d'embarcation de pêche traditionnelle, 71 nouveaux boat people sont arrivés le 17 novembre. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une véritable hystérie xénophobe.

Le lendemain, mardi 18, *Les Nouvelles calédoniennes*, le seul quotidien, titre à la une: « Appel à une manifestation anti-immigration ce soir ». En page six, les milieux politiques et associatifs réagissent. Le R.P.C.R., R.P.R. local, propose de « les rapatrier dans leur pays ». De son côté, Roch Warnytan, le patron du F.L.N.K.S., déclare « les accepter, c'est mettre un doigt dans l'engrenage ». Il poursuit en affirmant que « la Nouvelle Calédonie ne peut pas et ne veut pas être la base avancée de la politique humanitaire de la France dans le Pacifique. Le F.L.N.K.S. s'y opposera [...] ». Un communiqué suit, intitulé « Manifestation aujourd'hui contre l'immigration ». Le Palika (Parti de libération kanak), le L.K.S. (Libération

kanak socialiste), le F.D.I.L. (Front de développement des îles) et l'U.S.T.K.E. (Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités) et appellent à la mobilisation contre l'immigration clandestine et imposée des boat people, et contre l'immigration organisée en provenance de l'Europe, de la Métropole, et des territoires et pays du Pacifique ».

Fantasmés d'invasion

Le mercredi 19 novembre, *les Nouvelles calédoniennes* proposent une belle photo couleur et titrent pleine une: « Boat people: sept cent manifestants contre l'immigration ». En page quatre, l'Union Calédonienne, principale composante du F.L.N.K.S., « exige », dans un communiqué, « que l'État français assume pleinement sa responsabilité: qu'il accueille les ressortissants étrangers sur le sol métropolitain ou qu'il les rapatrie ».

Apparaissant presque modéré dans ce contexte, le Front national se contente d'estimer « que l'État doit tenir compte de l'irritation légitime de nombreux Calédoniens [...] ». Qu'ils soient partisans de l'État français et libéraux ou indépendantistes et socialistes, l'ensemble du personnel politique et syndical semble se complaire dans cette union sacrée de la haine.

Ces cent dix pauvres Chinois, sans-papiers du Pacifique, sont donc bien loin d'en avoir fini avec leur galère. Placés en rétention administrative,

leur sort dépend du bon vouloir de l'État français dans un contexte de total vide juridique, l'application du droit d'asile n'ayant jamais été étendue à la Nouvelle Calédonie.

Dans l'édition du 20 novembre des *Nouvelles calédoniennes*, le délégué du gouvernement s'est contenté d'appeler « au calme et à la sérénité ». Il poursuit ainsi: « S'il ressort que ces personnes ne peuvent bénéficier du droit d'asile, elles feront l'objet d'une procédure d'expulsion ».

Une nouvelle manifestation anti-immigrés s'est déroulée à Nouméa le vendredi 22 novembre. En rajoutant à nouveau une couche, les organisations indépendantistes signataires « justifient » ainsi leur démarche: « Le feuillet de boat people continue et risque de continuer avec l'installation possible de "réfugiés politiques" et l'arrivée d'autres bateaux, et personne ne bouge. Or tout le monde sait que ce sont des immigrés économiques à la recherche d'un nouvel Eldorado ».

Rejeter ainsi des immigrés jugés indésirables laisse perplexe sur la capacité d'accueil et d'ouverture sur le monde du nationalisme kanak. Le traumatisme de la colonisation ne peut pas tout expliquer ni tout justifier. Une telle posture, clairement xénophobe, doit être condamnée avec la plus grande fermeté, en Kanaky comme en France.

Patrick - groupe Durruti avec la collaboration de Bonaventure, correspondant du Monde Libertaire à Nouméa.



Il semble que les manifestants parlent de révolution socialiste

Rome 18 octobre 1997: l'opposition sociale mûrit notes de voyage

CONTRAIREMENT À CE QUE l'ensemble des médias en France (et ailleurs aussi) tente de nous faire croire, tous les Italiens ne rêvent pas à une Europe libérale, et tous ne sont pas de bons élèves de Maastricht. Certes, le P.D.S. (Parti de la gauche démocratique) et le P.R.C. (Parti de la refondation communiste), qui détiennent le pouvoir actuellement, font leur possible pour respecter les fameux critères, jusqu'à imposer deux cent milliards de francs d'économies, touchant retraites, santé, éducation...

Cependant, et malgré le silence complet de la presse européenne, une manifestation contre cette politique anti-sociale s'est déroulée à Rome le 18 octobre dernier. 50 000 salariés se sont retrouvés à l'appel des syndicats alternatifs et de diverses organisations dont nos camarades de la F.A.I. Voici donc un compte-rendu effectué à partir d'un article réalisé par les camarades de la F.A.I. de Turin, paru dans *Umanita Nova* du 26 octobre.

« La matinée du 18 octobre fut consacrée à l'accueil des différents syndicats alternatifs (C.U.B., U.N.I.-C.O.B.A.S., C.O.B.A.S., S.d.B.) ainsi qu'à une introduction générale sur la situation politique. Il y a eu beaucoup de prises de parole en faveur de l'unité syndicale. Un pacte de consultation interconfédéral et intercatégoriel semble se faire jour. Walter Montagnani, pour le C.U.B., défend, avec plus de conviction que les autres, la volonté d'aller plus vite

vers l'unification. Cela ne semble pas être une perspective réaliste pour le moment, pour de nombreuses raisons, mais elle est cependant très intéressante.

A 14 h 30, place S. Giovanni, le rassemblement commence. Des dizaines d'autocars amènent les manifestants. Peu à peu, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui occupent la place. La préfecture parlera de 20 000 manifestants alors que les organisations avanceront le chiffre de 70 000 personnes. Le journal *Il manifesto* parlera de 50 000 manifestants. A noter que ce sera un des seuls journaux à parler de cette manifestation, pour les autres, c'est le silence. Le monde du syndicalisme alternatif n'existe pas!

En tenant compte du fait que le boycott médiatique avant la manif a été encore plus dur qu'il y a un an, que le 25 octobre Refondation communiste organisait une manifestation, et que l'Italie vient de sortir de plusieurs semaines de crise parlementaire (voir édito du ML n° 1098 Ndir), il n'est pas excessif de parler d'un vrai succès sur le plan organisationnel. Du point de vue politique et syndical, cette manifestation montre que lorsqu'on se mobilise au bon moment, il existe en Italie une opposition sociale diffuse et relativement mais significativement en marge de la gauche parlementaire.

Nous devons tenir compte de cette réalité, si sur le terrain des idées libertaires nous voulons développer un travail de radicalisation conséquent de notre projet au sein de la lutte des

classes. Un autre fait est à remarquer. L'absence des banderoles du P.R.C. ou de toute autre référence explicite à ce parti.

Les nombreux électeurs inscrits et militants du P.R.C. qui ont participé à la manifestation agissaient donc en dehors, si ce n'est encore en opposition... aux jeux des partis.

Concernant les centres sociaux, il faut noter qu'eux aussi étaient dans la rue avec les syndicats alternatifs, mais jouant sur deux tableaux, c'est-à-dire revendiquant en même temps lieux de lutte mais aussi lieux de gestion du système actuel.

En ce qui concerne les libertaires en général et la F.A.I. en particulier, les compagnons ont travaillé d'arrachepied à la réussite de la manifestation, et leur présence a été visible et identifiable politiquement. Un signe, parmi mille difficultés, de bonne santé politique de notre mouvement, et de la capacité à saisir les contradictions politiques et sociales qui se développent de plus en plus. La manifestation a aussi été l'occasion de faire circuler le matériel militant, de prendre des contacts, pour se donner les moyens d'agir efficacement face aux enjeux politiques. Evidemment, beaucoup de questions restent ouvertes et il y a un travail important à faire, mais la bonne réussite du 18 favorise l'organisation des prochaines initiatives.

Le mot d'ordre de grève générale que nous avons lancé dans les pages d'*Umanita nova* a été repris par diffé-

rentes interventions de la base, et c'est aussi un signe de la justesse de la position que nous avons défendue concernant la maturité de l'opposition sociale. Les moments de rencontre qui suivront la manif montreront aussi bien la prise de conscience de la bonne réussite du rendez-vous, mais aussi la perception

que la redéfinition organisationnelle du syndicalisme alternatif adéquate à la situation n'est pas chose facile. J'ai eu l'impression que l'esprit de clocher des organisations restait vif. Mais c'est un autre problème qu'il faudra résoudre dans les lieux appropriés ».

Umanita Nova, 26/10/1997

Petits boulots mal payés

Il est un pays en Europe où le S.M.I.C. n'existe pas et où le travail au noir est en quelque sorte officialisé. En toute légalité, il est possible d'y travailler quinze heures par semaine pour un salaire qui ne doit pas excéder l'équivalent de 2055 F par mois. Ces emplois sont exonérés de toutes charges (maladie, retraite, chômage) ce qui implique bien évidemment qu'ils n'offrent aucune couverture sociale.

Non, ce n'est pas l'Angleterre victime du thatchérisme, c'est l'Allemagne, si souvent louée pour son « modèle social » et ses « hauts salaires ». Depuis quelques années, le nombre de ces emplois, baptisés Billigiobs (que l'on peut traduire par « petits boulots mal payés ») s'envole: il serait passé, selon les statistiques du ministère du Travail, de 4,4 millions en 1992 à 5,6 millions en 1996. Il en résulte un manque à gagner considérable pour les régimes sociaux; l'État organise ainsi le trou de la protection sociale pour mieux l'enterrer.

Ces petits boulots sont présentés comme un revenu d'appoint pour ceux qui disposent, par ailleurs, d'une couverture sociale: femmes ou hommes dont le conjoint a un « vrai emploi », étudiants à la recherche d'un job, retraités. Mais avec un chômage qui touche aujourd'hui 4,3 millions d'Allemands, ces petits boulots tendent à devenir le revenu principal de larges couches de la population: 1,5 million de salariés cumulent deux Billigiobs.

Ne vous inquiétez pas, Jospin nous l'a dit, le sommet sur l'emploi de Luxembourg a été un succès. L'Europe sociale promet un avenir radieux à tous les exploités.

Patrick

Une nouvelle guerre du Golfe ?

LORSQUE LES ÉTATS-UNIS s'en prennent à l'Irak, il faut se poser la question: quel est le problème de politique interne auquel l'administration américaine est confrontée?

Le « conflit » qui agite le monde diplomatique et militaire est parfaitement anodin: le gouvernement irakien récusé les experts américains de l'U.N.S.C.O.M. (commission des Nations unies chargée de veiller à la destruction des armes de destruction massive en Irak), affirmant qu'ils « profitaient de leur travail à l'U.N.S.C.O.M. pour exécuter un complot américain hostile à l'Irak et pour provoquer des crises et des tensions » entre l'O.N.U. et l'Irak, selon le ministre irakien des affaires étrangères, qui annonça que la commission pouvait reprendre ses travaux sans les Américains. Il ajouta qu'il détenait des « preuves irréfutables » de ses accusations.

Tarek Aziz, le vice-Premier ministre irakien, affirme que « si la composition de l'U.N.S.C.O.M devient plus équilibrée, nous n'avons rien contre les Américains, mais nous ne voulons pas qu'ils dominent la commission spéciale ». Il n'a jamais été question de vérifier si les accusations irakiennes concernant le rôle des experts américains étaient exactes. Pour la plupart des membres du Conseil de sécurité, il s'agit simplement de faire face à l'obstruction par Bagdad au travail de la commission chargée de surveiller le désarmement de l'Irak. Chaque fois que les conditions semblaient remplies pour que l'Irak rejoigne la « communauté internationale », les Américains trouvaient un prétexte pour renouveler le blocus, décidé tous les deux mois par le Conseil de sécurité. En mars 1994, la France, la Chine et la Russie ont signé un communiqué affirmant que l'Irak avait respecté les résolutions de l'O.N.U. et que le blocus ne se justifiait plus. Les États-Unis se sont opposés à la promulgation de ce texte.

Aller dans le détail des événements qui motivent la présente agitation ne présente pas grand intérêt: l'histoire de ces sept dernières années est ponctuée de tels incidents, dont la plupart n'ont pas franchi le seuil des médias spécialisés sur le Proche-Orient, mais dont certains ont abouti à des actions militaires: en 1992 avaient eu lieu ce qu'on pourrait appeler des « bombardements électoraux » à l'initiative de Bush. En pleine campagne électorale, sa cote avait dégringolé spectaculairement: il lui fallait une action d'éclat. La dernière fois que Clinton avait envoyé des missiles en Irak, c'était en septembre 1996, lorsque les troupes irakiennes étaient entrées au Kurdistan, et l'opération s'était soldée par un énorme fiasco: la C.I.A. avait subi une débâcle sans précédent dans le registre de ses opérations clandestines.

Ces derniers temps, la coalition anti-Saddam avait commencé à s'effriter. L'opposition entre Français et Russes d'une part, Américains de l'autre, s'était au grand jour. Saddam Hussein a pensé qu'il pouvait accentuer les désaccords mais n'est parvenu qu'à ressouder la coalition.

Une action militaire n'aurait sans doute pas beaucoup d'effet sur le régime irakien, elle remobiliserait la population irakienne et l'opinion arabe. L'utilisation de la force aurait plus d'effets nuisibles sur la coalition que sur l'Irak.

Deux événements sont à mettre en relation pour expliquer ce qui se passe en ce moment, et qui accreditent l'idée d'une diversion pour masquer un double revers:

• l'effondrement de la diplomatie américaine consécutive à l'arrêt des négociations israélo-palestiniennes; • l'échec de la conférence de Doha, au Qatar.

La diplomatie US mal partie

Madeleine Albright, secrétaire d'État, fait sa première visite au Proche-Orient, le 9 septembre, après plusieurs mois d'arrêts des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. L'élection de Nétanyahou au gouvernement en Israël a enclenché une dynamique de conflit avec les Palestiniens, avec la construction d'une nouvelle colonie dans la partie arabe de Jérusalem, l'affaire du « tunnel », la relance de la colonisation juive à Gaza et en Cisjordanie, les confiscations de terres, les démolitions de maisons palestiniennes, etc.

La diplomatie U.S. tourne au ralenti. Albright tente d'empêcher l'embrasement des tensions dans une région stratégique pour les intérêts américains. Mais en même temps, Washington empêche systématiquement toute condamnation de la politique de Nétanyahou: ne jamais faire pression sur Israël pour infléchir sa politique.

Si Albright échoue, dit Hémi Shalev dans *Yédiot Aharonot*, « il est probable que le prochain attentat conduira à une confrontation violente et générale avec les Palestiniens, et même probablement à une guerre régionale globale ». Cette opinion n'est pas marginale, elle est partagée par la quasi-totalité des observateurs israéliens.

Le sommet économique au Qatar

Dans la foulée des accords d'Oslo et du retour d'Arafat à Gaza, une Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord fut mise sur pied dans la perspective de création d'une zone de prospérité allant de l'Atlantique (Maroc) au Golfe. Une dizaine de chefs d'État, des centaines d'hommes politiques et une nuée de businessmen s'enthousiasmaient pour le projet. Le Qatar était l'organisateur de la dernière conférence, tenue du 16 au 18 novembre à Doha, la capitale de l'émirat. Cette conférence parrainée par les États-Unis devait servir à légitimer l'existence et le rôle d'Israël. En outre, le sommet était un enjeu important pour les États-Unis, car il devait montrer que la diplomatie américaine n'avait pas sombré avec le processus de paix.

Or, les chefs d'État de la quasi-totalité des pays arabes ont annoncé longtemps à l'avance qu'ils ne parti-

ciperaient pas au sommet: l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Maroc, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, la Syrie, le Liban. Ceux qui s'y sont rendus n'ont été représentés que par des hauts fonctionnaires: Tunisie, Yémen, et même le Koweït, pourtant le « protégé » des États-Unis.

C'est une magistrale claque pour la diplomatie américaine.

Le retour de l'Irak: une catastrophe

On a remarqué que chaque fois que l'idée de la levée du blocus fait une petite avancée dans l'opinion, un incident est mis en avant et amplifié pour émouvoir l'opinion et la convaincre que le renouvellement est justifié. Cette obstination n'est pas provoquée par le souci de renverser un dictateur: les États-Unis se sont parfaitement accordés de bien des dictateurs jusqu'à présent, mais parce que le retour de l'Irak sur la scène internationale provoquerait une catastrophe en chaîne.

Déjà, en mars 1992, il avait été question de cela. Le Monde écrivait alors:

« La décision de l'Irak de reprendre les discussions avec les Nations Unies sur les ventes de pétrole ne s'agitait pas de lever l'embargo mais, plus modestement, d'autoriser Bagdad à exporter du pétrole brut à hauteur de 1,6 milliards de dollars pour satisfaire les besoins les plus pressants de sa population. Il reste que l'engorgement des marchés pétroliers est tel (à cause de la surproduction saoudienne) que la moindre quantité supplémentaire de brut proposée fait craindre un effondrement des prix » (*Le Monde*, 22 mars 1992).

Dans l'éventualité d'un retour, même partiel, du pétrole irakien sur le marché, il était alors proposé un embargo contre la Libye. L'embargo devenait ainsi un mode normal de régulation du prix du pétrole! Le retour du pétrole irakien sur le marché produirait une baisse des prix et serait une catastrophe pour l'Arabie saoudite, pour le Koweït et pour les États-Unis, car Riyad ne serait plus capable d'honorer les contrats d'armement qu'elle a signés.

Perspectives

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les États-Unis vont bombardier l'Irak. La marge de manœuvre de Clinton dans cette affaire est faible. Il est coincé entre les pressions

qu'il subit de l'intérieur, qui exigent le recours à la manière forte, et le refus des alliés d'y recourir, alors qu'il est impératif pour lui à la fois de maintenir l'unanimité de façade au Conseil de sécurité et de prendre des mesures fermes pour ne pas se déconsidérer auprès de l'opposition républicaine et de l'opinion publique.

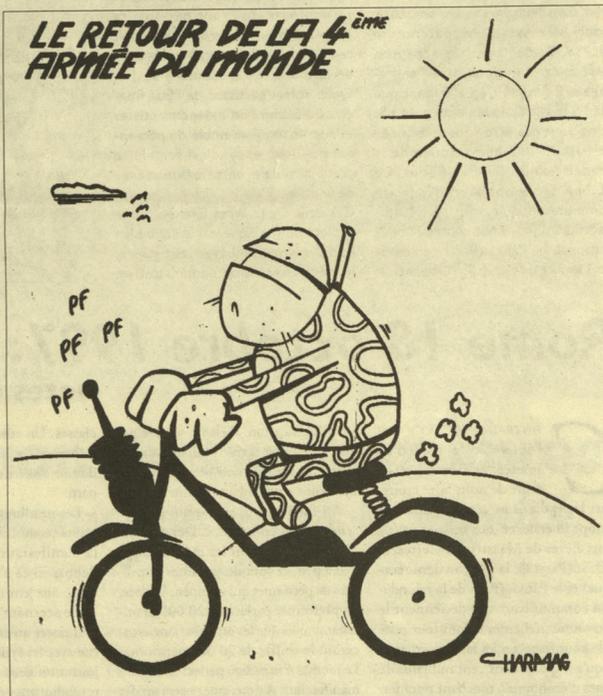
Clinton est en fait placé dans une situation de fuite en avant, mais le recours à des bombardements sur l'Irak aurait des répercussions catastrophiques pour les États-Unis sur le plan de leur politique au Proche-Orient, où ils sont de plus en plus isolés.

Par ailleurs, si Saddam Hussein obtient que les méthodes de travail de l'U.N.S.C.O.M. soient modifiées, ce que nombre de membres du Conseil de sécurité n'excluent pas, ce sera un succès pour le président irakien.

Les États-Unis ne peuvent pas se

de Nétanyahou a été soutenue financièrement par des businessmen américains et canadiens qui étaient loin d'être tous juifs: le Canadien Conrad Black, par exemple, est propriétaire du *Daily Telegraph* de Londres et du *Jerusalem Post*, dont l'ex-rédacteur en chef, David Bar-Ilan, est un des trois plus proches conseillers de Nétanyahou. « Cela crée une situation sans précédent en Israël: pour la première fois, le gouvernement est sous le contrôle direct de cercles d'affaires étrangers ou multinationaux, non sous celui des élites locales de l'armée, de la sécurité ou du secteur des affaires ou de l'industrie, comme c'était jusqu'alors le cas (1) ».

Israël, selon David Niles, l'associé du président Truman, est « une sorte de porte-avions stationnaire pour la protection des intérêts américains en Méditerranée et au Moyen-Orient ». L'expression d'un secrétaire à la Défense, Melvin Laird, est peut-être



permettre une stratégie incohérente dans leur approvisionnement en pétrole. Le soutien inconditionnel de l'administration américaine envers Israël est motivé essentiellement par cela. Il y a peu de chance que les stratèges américains continueraient à soutenir Israël s'ils n'y avaient pas intérêt. En 1956, le président Eisenhower avait mis à exécution ses menaces de coupure de crédits, menaces qui avaient été immédiatement suivies d'effet. La différence avec 1956, c'est que le pouvoir israélien aujourd'hui est relativement plus indépendant de l'aide de Washington, grâce aux contacts directs que l'ultra-libéral Nétanyahou a établis avec certaines fractions du capital américain. Nétanyahou est très lié à l'aile la plus droitière du Parti républicain. Alors que la campagne électorale de Shimon Pérès était soutenue par Washington, celle

plus triviale, mais tout aussi imagée: Israël joue le rôle de « flic en patrouille » (2). Or, ce rôle de « flic en patrouille » a peut-être commencé à perdre sa justification dès lors que l'ensemble du monde arabe se détourne de la diplomatie américaine, et dès lors que le « flic en chef » Nétanyahou met en œuvre une politique qui va à l'encontre des intérêts fondamentaux de son commanditaire. Lorsque, pour la première fois, Nétanyahou se voit signifier, le 14 novembre, que la politique d'Israël porte « atteinte aux intérêts américains dans la région » (3), faut-il considérer la menace comme sérieuse?

R.B.

(1) *Israel & Palestine Political Report*, n° 197-198, sept-oct 1996

(2) Cf. *L'Occident et la guerre contre les Arabes*, René Berthier, éditions L'Harmattan

(3) *Le Monde* 15 novembre 1997

CINÉMA

Hana-bi • 100 % arabica

C LE LION D'OR DU FESTIVAL de Venise est un fort beau film. Pourquoi? D'abord parce qu'on retrouve Takeshi Kitano dans le rôle principal. Un peu amoché, il est vrai. La moitié de son visage bouge de façon désordonnée, un œil ne semble pas voir les mêmes choses que son compagnon. Mais il tire toujours aussi bien et se bricole des défenses de gamin, des pierres dans un foulard par exemple, des jeux de plage qu'on connaissait de « Sonatine » deviennent dans « Hana-bi » des farces crépusculaires: un cerf-volant ne veut décoller et se dissocie de sa moitié. D'étranges tableaux paraissent tout au long du film. Nous pénétrons dans l'univers secret d'un grand cinéaste: grièvement blessé lors d'un accident de moto, Takeshi Kitano a fait des mois d'hôpital où il s'est mis à peindre pour tromper l'ennui. Peinture étrange des fleurs ont des têtes

d'animaux et des humains sont très petit face aux forces de la nature... une peinture naïve, mais forte, marquée par l'isolement et la souffrance. Dans son film ce vécu très physique impulse la lenteur, le rythme tranquille, les silences, mais aussi toutes les scènes de violence, tantôt réelles et immédiates, tantôt présentes dans le souvenir et ranimées par une douleur. C'est un film drôle, où le comique prend sa source dans une profonde sympathie avec l'humain. Qu'il sonne le gong pour un petit garçon ou qu'il sauve sa femme tombée dans un trou de neige. Le monde des flics et des Yacuzas est montrée dans toute sa violence, gratuite. Certes, l'amitié tempore. L'affection aide. Mais ce Japon d'aujourd'hui pose les questions que nous nous posons aussi. Le Japon de Takeshi Kitano est traversé par une âme en peine, mais c'est une âme humaine.

Zemmouri, en pleine forme, se rappelle la truculence de ses premiers films, le rire qui pointe et la rage qui opère. Son imam est une caricature. Un fasciste dans un habit religieux qui ignore tous les préceptes, et lutte contre la musique soi-disant interdite par l'islam, et ceux qui la représentent; ici tout simplement Khaled et Cheb Mami, deux voix du Rai, deux musiques assez différentes, mais aucune tromperie sur la marchandise. On lutte pour l'amour et la joie de vivre, et pour faire cette musique. En dessous grouille le petit peuple des combines. Les gamins au commerce des cassettes piratées, les mères de famille elles-mêmes folles de musique, doublées par d'autres mères de familles elles aussi folles, mais de l'ordre et de la respectabilité. Et dans tout cela les jeunes, sportifs ou pas, prêts à la bagarre et aussi à défendre cette musique contre l'imam criminel... Avec Zemmouri tout devient simple. On fait un sort aux salauds, on vire les fauteurs de trouble et on chante, on danse, on s'aime. Hélas! la terreur en Algérie force notre mémoire malgré toute cette bonne volonté à être critique et incrédule. Ah, si cela pouvait être ainsi. Si le petit peuple venait à bout des tyrans à si peu de frais... et si l'on pouvait encore en rire! Un film d'urgence, fait dans l'urgence. Un grand moment de bonheur, surtout musical il est vrai, mais dans la vie ça compte!

Heike Hurst - Fondu au noir (Radio libertaire)
Hana-bi, Takeshi Kitano
100 % arabica, Mahmoud Zemmouri

à la petite semaine Pitié pour les couleuvres

Répétons-le: en politique, art mineur, tout réside le plus souvent dans le vocabulaire. A résultats identiques, la différence notable entre bandes organisées se disputant le pouvoir provient essentiellement de la façon de présenter les choses.

En matière d'immigration, par exemple, là où naguère une droite brutale et arrogante expulsait sauvagement « le bruit et l'odeur » venus d'ailleurs, affrétant pour cela d'immondes « charters », la gauche plurielle et « réaliste » opère, elle, une nécessaire et généreuse « maîtrise des flux », dans un scrupuleux respect de « notre tradition républicaine d'accueil », pour mieux « accompagner dignement » chez eux des milliers d'individus présentement inexploitablement, afin de mieux les « aider à forger leur destin ».

Ce permanent recours au maquillage par les mots des méfaits les plus exécrables de la gestion des affaires de la nation ne doit évidemment rien à un penchant prononcé des décideurs pour la sémantique, mais a comme seul objectif de rendre l'odieux présentable, en poursuivant aujourd'hui, au nom de la morale et de l'humanisme, aimables vertus de gauche, ce qui se faisait hier au nom du profit et de la sécurité, détestable valeurs de droite.

Cet exercice de style assez indigne a trouvé parmi ceux pour qui l'anticapitalisme et l'aide aux sans-papiers se confondent avec un plan de carrière ses plus précieux adeptes, du type Sami Naïr, incontournable expert en langue de bois exotique, appelé à réussir tôt ou tard son intégration au comité directeur d'une grande formation de progrès où l'attend Harlem Désir.

Le grand peuple de gauche, gros consommateur de couleuvres, ne semble pas s'apercevoir que sa complicité avec cette mascarade va bientôt transformer ce digeste animal en espèce en voie de disparition. On peut d'ailleurs légitimement se demander par quel miracle il en reste encore.

Pitié pour les couleuvres.

Floral

copinage

Louis Capart chantera les 28 et 29 novembre à l'Exigu, à Lyon.
Rés. : 01 72 40 91 19.

Serge Utgé-Royo chantera le 28 novembre à 20 h 30 à la salle des fêtes de Saint-Peray (10 km de Valence). 60 et 40 F.

Marie-Josée Vilar donnera son spectacle le 6 décembre à 20 h 30 à la salle François Mauriac de Sevrans (93). Tél. : 01 49 36 52 31.

Le spectacle de **Jean-Luc Debattise** s'intitule *Toutes griffes dehors* (chansons et poèmes du Chat noir). Jusqu'au 7 décembre à la Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 (80 F et 60 F). Réservations : 01 44 54 53 06.

Hamou et Zadig sont jusqu'au 14 décembre au Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, 75019 Paris (60 F). Rés. : 01 42 38 22 58.

Rouen - samedi 29 novembre

Halle aux toiles 15 h-23 heures

8^e Journées des éditions libertaires : « Drapeau noir et roman noir »

16h-19h : rencontre avec des auteurs :

Evangé Hanska, Sylvie Picard, Jean-Jacques Reboux, Serge Livrozet...

19 h-20 h : apéro, bouffe...

20 h 30 : Film

Kiss me Deadly de Robert Aldrich

Entrée libre. Stands, librairie, expo...

Réplique à J.-M. Raynaud

A la suite d'une note de lecture de Jean-Marc Raynaud publiée dans le *Monde libertaire* n° 1095 et consacré au dernier livre de Claude Guillon, celui-ci nous a fait parvenir ce texte en guise de droit de réponse.

QUE J.-M. RAYNAUD ME déteste et le dise, je m'en moque. Que sous couvert de critiquer mon livre *A la vie à la mort*, il recoure au mensonge et à l'insinuation pour me déconsidérer, c'est indigne.

Curieuse critique, qui n'indiquait pas les références du livre traité, mais celles de *Suicide, mode d'emploi*, épuisé depuis sept ans (et interdit!). Il est vrai que Raynaud avait publié dans le *Monde libertaire* (oct. 1982, sous un pseudo) une critique assassine de *Suicide...* dont il jugeait les auteurs « analphabètes de l'intelligence ». Quinze plus tard, ni l'élégance de la plume ni celle de l'esprit ne lui sont venues.

Passons sur les plaisanteries salaces (« Guillon n'a jamais été violé »), sur la métaphore ouvriériste du « bleu de chauffe de la lutte », et regrettons que personne n'ait soufflé à l'auteur qu'il était obscur de me présenter comme préférant à la lutte sociale « le confort du bavardage », quand j'attendais le jugement rendu sur la plainte des flics qui m'ont tabassé après une manifestation. Fallait-il attribuer mon hémorragie au foie à une chute dans l'escalier de ma tour d'ivoire?

Quant au contenu de mon livre, J.M.R. n'évoque que la question de

l'avortement. Il écrit, points de suspension compris: « Sans tout à fait remettre en cause le droit des femmes à avorter, [Guillon] n'est pas loin de penser que... » Ce que je pense, je le dis, je l'écris tout à fait, quels que soient les risques encourus. Adhérent du Planning familial, militant au M.L.A.C., les droits des femmes et des jeunes sont le sujet à propos duquel j'ai le plus milité et écrit dans la décennie 70-80. C'était même l'objet du premier article que j'ai publié dans le M.L. en novembre 1972!

Dans *A la vie à la mort* j'écris: « Confrontés comme nous le sommes, d'une part à des attaques toujours plus vives des adversaires de l'autorisation légale d'avorter, et d'autre part à un relatif progrès des mentalités vis-à-vis du petit enfant, il me paraît plus indispensable que jamais d'appeler les choses par leur nom, et d'obtenir (de revendiquer) des droits pour ce qu'ils sont. Le risque de régression juridique est là, et les lamentations n'y changeront rien. » Ma thèse est que l'attention nouvelle portée aux nourrissons et aux foetus n'est pas contradictoire avec le droit des femmes, à condition que l'avortement soit considéré et pratiqué (d'autant plus s'il est tardif) comme une euthanasie pré-natale. C'est à mes yeux un moyen de contrer les adversaires de l'avortement.

Mon engagement anarchiste date de l'immédiat après 68. Raynaud feint de l'ignorer et déforme mes positions pour mieux les opposer à celles « des anarchistes », tandis qu'il me renvoie à un « pseudo ultragauchisme ». Puis vient le coup de pied de l'âne: une citation sur les chambres à gaz, assortie d'une métaphore confuse me dépeignant comme un Saint-Thomas mâtiné de Faurisson. Étrange, Raynaud n'avait rien trouvé à dire sur ce sujet dans son article de 1982... Bref! Je re-situe le passage cité. Il répondait à une déclaration d'historiens qui, voulant contrer les négationnistes, affirmaient qu'il ne pouvait y avoir ni débat ni recherche sur le fonctionnement des chambres à gaz. J'estime mais au contraire que ce débat était inévitable.

En 1990, Vidal-Naquet écrit dans la préface à *La solution finale dans l'histoire* (Arno Mayer): « Une archéologie était-elle nécessaire? Certainement pas dans l'évidence aveuglée de 1945. Certainement aujourd'hui devant la campagne des négateurs. Mais non moins certainement sur le plan proprement historique, parce que tout doit être soumis à la mesure et au calcul [...]. » C'est la position inverse de celle exprimée par la déclaration des historiens; elle rejoint celle que j'avais énoncée contre eux.

Une autre fois, pourquoi ne pas organiser un véritable débat?

Claude Guillon

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 27 novembre à 20 h 30 :

Ni maître ni Dieu recevra le professeur Alain Sobel, président du Conseil national du sida.

jeudi 27 novembre à 18 heures :

Si Vis Pacem : campagne contre les jouets qui apprennent à tuer.

vendredi 28 novembre à 14 h 30 :

Jazz en liberté : Joanne Brackeen solo en public (1989); Marilyn Crispell trio (1987); Lydia Domenach quartet (1993).

vendredi 28 novembre à 16 heures :

Reflex recevra Philippe Lequenne, auteur de « Dans les coulisses de Greenpeace »

samedi 29 novembre à 11 h 30 :

Chroniques syndicales à propos du livre « La violence de l'enseignement des mathématiques et des sciences »

samedi 29 novembre à 13 h 30 :

Chroniques rebelles recevra Florence Monreynaud, auteur de « Un siècle de liens amoureux. Aimer »

mardi 2 décembre à 8 h 30 :

Boullbaï session : interview de Max Roméo.

mercredi 3 décembre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Festival de Bagneux, Chicago Blues et « Soul Baggy ».

TOURS

La gauche contre les sans-papiers

LES LECTEURS ET LECTRICES du *Monde libertaire* savent tous que la gauche au gouvernement ne change rien pour les sans-papiers, et que la route déjà tracée vers la forteresse européenne continuera tant qu'une force sociale, se détachant radicalement des partis politiques et de leurs stratégies, n'émergera pas de la masse.

Mais il semblerait que le collectif 37 de défense des sans-papiers (dont nous faisons partie), même s'il est loin d'être cette force, est la structure qui, sur Tours, y ressemble le plus en ce moment, et gêne le pouvoir.

Le collectif effectivement a arraché depuis sa création (juillet 1996) quelques régularisations, dont celle de Méliani Rénama, un « irrégularisable » victime de la double peine, au bout d'une grève de la faim de 50 jours de sa compagnie et d'un fort soutien populaire.

C'est donc logique (pour l'État) si le collectif subit la répression depuis « l'affaire Méliani ». Les manœuvres d'intimidation sur ses militants n'ayant pas fonctionné, l'adjoint au maire de Tours (P.S.) et le maire de La Riche (ville voisine, P.S.) ont engagé la semaine dernière une campagne de décrédibilisation du collectif, brillamment relayée par leurs objectifs serveurs de la presse bourgeoise.

Le collectif est accusé pas ces deux élus d'avoir fait pression sur des gens afin qu'ils se marient avec des sans-papiers.

Rien de moins ! Il est plus facile pour le P.S. de nous faire passer pour une mafia auprès de l'opinion publique que d'affronter nos arguments au cours d'un débat... Qui plus est, cette campagne retombe aussi sur les quelques sans-papiers qui avaient projeté de se marier, faisant repousser et même annuler pour l'un d'entre eux leur mariage, les laissant donc

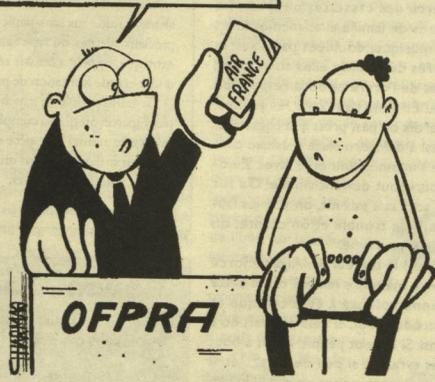
en situation irrégulière et... expulsables.

Nous avons réagi par une conférence de presse, démentant ces faits présumés et en y ajoutant même des preuves. Et, même si nombre de militants n'ont pas confiance dans la justice bourgeoise, le collectif a porté plainte contre ces deux individus.

Nicole. - groupe libertaire de Tours

LA VITRINE MAGIQUE

BRAVO! VOUS AVEZ GAGNÉ UN BILLET ALLER - PAS RETOUR



CREUSE

Rassemblement pacifiste à Gentioux

TOUS LES 11 NOVEMBRE ET POUR LA ONZIÈME FOIS consécutive (et malgré le temps maussade et un tantinet frisquet), le monument de Gentioux - avec son petit garçon levant le point et son épithète « Maudite soit la guerre » - fut entouré par environ 250 personnes venues dire leur dégoût de toutes les guerres. Certaines seulement pour pleurnicher (le Mouvement pour la paix, sous-marin P.C. ; la L.D.H...) et d'autres pour démontrer leur non-résignation : la Libre pensée et la Fédération anarchiste. D'ailleurs, derrière la banderole « A bas toutes les armées » de la FA Creuse et sous les plis des drapeaux noirs, on pouvait retrouver bon nombre de sympathisant(e)s autochtones, ainsi que les libertaires de Clermont-Ferrand, la toute nouvelle liaison FA, corrézienne et même des membres de la C.N.T. de Tours... La FA Creuse a pu, lors de ce rassemblement, s'exprimer afin de dénoncer les restructurations de l'armée

(en reprenant notamment la une du *Monde libertaire* de la semaine « Populaire ou mercenaire, à bas toutes les armées ») et les positions étatiques face au capitalisme mondial. Les communistes fêtaient les 80 ans de la Révolution russe : nous évoquions l'annihilation des soviets libres et rappellions à la mémoire de chacun et de chacune les anarchistes touchés par les balles des bolcheviques...

Le 11 novembre à Gentioux est un peu en quelque sorte le « marronnier » des anarchistes creusois. C'est un moment à forte charge émotionnelle, mais jamais les commémorations ne suffiront à elles seules à changer l'organisation sociétale actuelle.

Autour d'un verre et d'un casse-croute, il était question, à notre table, d'une société sans Etat et... sans armées.

Histoire de !

Cédric Lafont et Alayn Dropsy - F.A. Creuse

Halte à la société policière!

suite de la première page

nationale) sont impliqués dans une stratégie de contrôle social global qui se met en place très rapidement : Éducation, Justice, Jeunesse et sports, Culture, Intérieur et Défense.

Les plans anti-violence à l'école comme dans la cité sont à l'ordre du jour. Chevènement et Guigou viennent de mettre en place une commission interministérielle sur la délinquance de la jeunesse. Les emplois-jeunes d'adjuvants à la sécurité, d'aide éducateurs et autres fonctions d'encadrement répressif prévus sont plus de 50 000 !

Chevènement réclame le regroupement des mineurs délinquants dans des structures closes. Pour lutter contre la violence à l'école, sept zones d'expérimentation ont été décrétées par le gouvernement (à Paris, Lyon, Aix-Marseille, Lille, Beauvais). La morale civique va

être introduite à l'école. Les colloques sur la sécurité se multiplient, et chacun y va de sa proposition constructive : contrats de cohérence locale, contrats locaux de sécurité, conventions de partenariat, conseils locaux de la prévention.

En décembre 1998 il est prévu de faire le point entre tous les ministères concernés avant de procéder à la deuxième phase du plan. Quel plan est donc prévu ? Qu'est-ce que veut dire la deuxième phase ?

Nous assistons à une dérive inquiétante de la classe politique, qui fonctionne comme une seule entité où s'opère seulement une répartition des tâches entre droite et gauche. Est-ce le prélude à un gouvernement d'union nationale, au dessus des partis, thème cher à l'extrême droite ? La création d'un Conseil supérieur de la déontolo-

gie de la sécurité apparaît donc pour ce qu'il est, à savoir le dernier endroit où se réfugient les petits scrupules moraux d'une gauche politiquement détruite.

En s'appropriant le thème sécuritaire, la gauche plurielle a sans doute répondu à une partie des classes moyennes apeurées par les « classes dangereuses », mais elle a simultanément abdiqué sur toute éventualité de modifier la répartition des richesses.

Inévitablement, cette spirale sécuritaire est une impasse et prépare des situations sociales encore plus explosives. Les anarchistes, qui petits à petits développent leur influence et leurs capacités d'intervention sociale, sont conscients de ces enjeux et savent qu'ils peuvent être amenés à être une alternative à cette barbarie qui s'avance.

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

CLERMONT-FERRAND

Manif réussie pour les sans-papiers!

Le 19 novembre, une manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, l'abrogation des lois Pasqua-Debré et le retrait du projet Chevènement a eu lieu à Clermont-Ferrand. Cette manifestation, qui fut un réel succès au regard de la date et de l'heure d'appel (un mercredi à 17 heures), a redynamisé la lutte contre les lois racistes à Clermont-Ferrand.

Cependant, son organisation ne laissait pas prévoir un tel succès. En effet, la L.D.H. (dont une partie à Clermont est pour le projet Chevènement) a longtemps freiné les débats. Tant et si bien que nous n'avons eu qu'une semaine pour annoncer la manifestation. Par ailleurs, la L.D.H. a littéralement empêché les sans-papiers clermontois de prendre les initiatives autonomes et de se constituer en collectif. L'arrivée de la FA., de l'U.N.E.F., des J.C.R. et de S.U.D.-Éducation a changé cette donne: d'une part les slogans ont dépassé de loin le texte d'appel - qui ne réclamait pas le retrait du projet Chevènement -, d'autre part les sans-papiers ont créé leur collectif autonome.

Cette manifestation, qui a rassemblé 500 personnes alors que nous n'en attendions que cinquante, a montré que, contrairement à ce qu'on peut entendre à gauche, les revendications radicales sur ce thème sont mobilisatrices. Elles nous ont également permis d'apprécier l'attitude de collaboration de certaines organisations comme la L.D.H.

Olivier. - groupe Spartacus (Clermont-Ferrand)

A G E N D A

jeudi 27 novembre

● **LYON:** L'Union locale de la Fédération anarchiste appelle à la manifestation contre le loi Chevènement sur l'immigration à **18 heures place des Terreaux.**

● **MONTPELLIER:** Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat «**1917: révolution et contre-révolution**» à l'Anitre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

vendredi 28 novembre

● **SAINT-ETIENNE:** manifestation contre la répression en Algérie, **18 heures place de l'Hôtel-de-Ville.**

samedi 29 novembre

● **PARIS: Brocante** en soutien à l'association libertaire des auditeurs de midi à 19 heures au 33, rue des Vignoles (20^e). Les objets sont à déposer sur place à partir de 9 heures.

● **PARIS:** Rencontre avec les auditeurs des émissions de *Radio libertaria* (CNT) et les *Chroniques syndicales: Résistons au travail en miettes* à 14 h 30 à la Bourse du travail, salle Louise Michel, 3, rue du Château d'eau (M^e République).

● **RIS-ORANGIS (91):** les groupes E. Malatesta et F. Ferrer de la Fédération anarchiste vous invitent à 18 heures 30 à une conférence-débat sur le thème: les luttes d'indépendance nationale qui aura lieu au CAES 1, rue Edmond Bonté.

● **ROUEN:** Editions libertaires à La Halle aux Toiles de 15 heures à 23 heures organisées par le groupe de la Fédération anarchiste «**Drapeau noir, roman noir**» avec stands, librairie, forum... avec Jean-Jacques Reboux, Sylvie Picard et Evane Hanska.

● **CARMAUX: Fête antimilitariste** à La Verrerie organisée par le COT à partir de 17 heures avec bouffe et concert (Les amuse-gueule, Greco et les insectes, Kindia, Fly & the tox). P.A.F.: 60 F.

mardi 2 décembre

● **NŒUX-LES-MINES:** Réunion publique organisée par la C.N.T. de Béthune sur le syndicalisme révolutionnaire (+ projection vidéo) à 19 heures à la MJC.

4, 5 et 6 décembre

● **SAINT-ETIENNE ET FIRMINY: Journées antifascistes.** Jeudi 4: «Quelle lutte contre le FN?», grand amphi de la fac de lettres (sous réserve), 20 heures; Vendredi 5: «Le FN aux affaires, quel bilan?», salle Sacco & Vanzetti de la Bourse du travail de Saint-Etienne, 20 h 30; Samedi 6 à partir de 16 heures jusqu'à minuit: fête antifasciste à la Maison de la culture de Firminy. Le groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste sera présent les trois jours.

samedi 6 décembre

● **EVREUX:** Le groupe anarchiste tiendra un stand rue de Grenoble à l'occasion de la foire Saint-Nicolas.

● **PARIS:** Colloque international organisé par la société Proudhon sur le thème «**Fatalisme économique et capacité politique**». Entrée libre et gratuite, possibilité de repas sur place. FIAP, 30, rue Cabanis (14^e).